TRIBUNE

Changement de décors

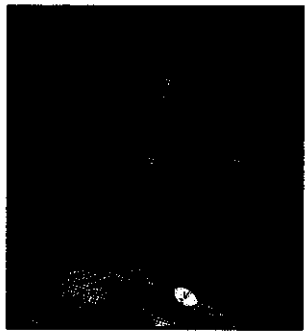
PAR ALAIN LIPIETZ *

Il y a un an, les « bons européens » ne juraient que par les critères et les délais de Maastricht. Les élections françaises et les difficultés allemandes ont tout changé. Et ce simple constat : fin 1997, seul le Luxembourg satisfera aux cinq critères de Maastricht. Il va falloir choisir : l'euro, même sans les critères, ou le report, au risque d'enterrer l'euro.

Quels étaient en fait les problèmes avec Maastricht ? D'abord le rythme excessif imposé au désendettement. Il n'y a certes aucune raison de faire payer nos dépenses par la génération suivante ; il est certes sage de reconstituer les marges de manœuvre budgétaires. Mais il est absurde d'éponger en quelques années une dette énorme, et tous en même temps. L'Europe est paralysée depuis cinq ans par une récession coordonnée. D'où la révolte française contre le dogme des « 3 %, tous ensemble, en 1997 ».

Critique plus fondamentale : la nature même de la monnaie unique et sa gestion. Maastricht l'abandonnait tout entière aux mains d'un quarteron de financiers incontrôlés : nul n'aurait le droit de « chercher à influencer » sa politique (article 107 du traité). Or choisir un taux d'intérêt (donc une parité), c'est arbitrer entre le présent et le futur, les jeunes ménages et les rentiers, les investisseurs et les épargnants... Bref, une décision éminemment politique.

En prenant ouvertement



« Un bon euro est subordonné à des objectifs d'emploi et de développement soutenables et à une parité raisonnable. »

parti au début de cette année pour un « euro faible », Lionel Jospin et Valéry Giscard d'Estaing rejoignaient les Verts et ouvraient la voie à un nouveau consensus. Le « bol d'air » offert à la France par la remontée du dollar, de la livre et de la lire remettait au premier plan les bienfaits des dévaluations. On n'hésite plus à écrire qu'une remontée de X % des monnaies concurrentes rapporte Y % de PIB à la France. Il y a cinq ans, cette remarque aurait valu une condamnation sans appel par les grands prêtres du franc fort !

Les termes du débat ont changé. On ne parle plus de critères mais de « conditionnalité ». Veut-on l'euro ou non ? Si c'est un « bon euro », autant le faire tout de suite (sans attendre les critères). Si c'est un « mauvais euro », alors autant le refuser, car il gonflera le chômage et la désespérance. Et qu'est-ce qu'un bon euro ? Un euro subordonné à des objectifs d'emploi et de développement soutenables, donc avec des taux d'intérêt et, du coup, une parité raisonnables. Ce qui suppose un contrôle de la part des pouvoirs démocratiquement élus.

Un tel projet rallierait sûrement l'Europe périphérique. Et l'Allemagne ? Elle peine à financer sa réunification avec une monnaie et des taux forts, et des critères serrés. Le « putsch de Waigel », ce printemps, fut significatif. Réévaluer les réserves de la Bundesbank, confisquer la plus-value et réduire ainsi le déficit de l'Etat : le « centre droit » allemand violait d'un coup trois dogmes du monétarisme. La contre-offensive de la droite orthodoxe, surfant sur un certain chauvinisme populaire allemand, acheva de planter le décor.

Début 1998, le choix sera posé à l'Allemagne. Ou elle constate que les critères ne sont pas tenus (même par elle) et renvoie l'euro à plus tard. Ce sera la victoire de la fraction hégémoniste de la droite allemande. Ou elle accepte un euro faible tout de suite, avec les gestes symboliques correspondants (l'entrée de l'Italie, l'amendement de l'article 107, l'ébauche d'un gouvernement économique). Ce sera la victoire de l'Allemagne proeuropéenne. De l'Europe elle-même.

* Porte-parole national des Verts, auteur de « La Société en sablier » (La Découverte, 1997).